



BULLETIN D'INFORMATION de la FAO en République centrafricaine

N°27: mars/juin 2014

UNE CAMPAGNE AGRICOLE À SAUVER

Dans les champs de Bossangoa, le maïs semé en mars arrive déjà à mi-jambe. Le riz et l'arachide poussent aussi à travers le pays. Dans un mois, les premières récoltes vont commencer. Malgré le conflit qui persiste dans certaines régions de la République centrafricaine (RCA), ce sera, je l'espère, une occasion à célébrer. Quelle satisfaction de pouvoir visiter des zones agricoles en ce début juin et de commémorer la résilience des paysans à laquelle l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et ses partenaires ont pu assister à travers le pays !

Dès janvier, en raison de la violence, c'est à Bangui même que la FAO a démarré son intervention d'urgence (L3), en distribuant des semences maraîchères et des outils à des groupes mixtes de femmes chrétiennes et musulmanes. Elles se sont immédiatement mises à cultiver près de l'immense camp de l'aéroport accueillant plus de 100 000 personnes déplacées. L'objectif était de rapidement aider à nourrir une partie de la population de la capitale où l'économie et les marchés ont été gravement affectés.

Depuis, la FAO a multiplié les projets dans 14 des 16 préfectures du pays, en collaboration avec le ministère en charge du Développement Rural (MCDR), les bailleurs de fonds et plusieurs Organisations Non Gouvernementales (ONG). D'ici fin juin, nous aurons distribué des semences vivrières et des outils à plus de 80 000 familles.

Nos représentants sur le terrain nous rapportent que les agriculteurs plantent dans la semaine qui suit les distributions. C'est systématique, ils veulent cultiver, malgré l'insécurité. C'est dire l'urgence que nous avons à leur porter assistance. Il est de notre devoir de ne pas les décevoir.

La FAO vient juste de recevoir un nouveau financement qui nous permettra d'acheminer des kits agricoles à 30 000 foyers supplémentaires pour les semis des variétés de cycle court, telles que le niébé, le sorgho, le mil et le sésame d'ici fin juillet. Le fruit des récoltes permettra aux familles de se nourrir pendant une période d'au moins quatre mois.

Je tiens à préciser que nos interventions ont un double bénéfice. Bien sûr, nos distributions des semences et des outils en RCA qui

aident les agriculteurs à se remettre sur pied. Pour autant, savez-vous que 35 pour cent de ces semences ont été achetées en RCA auprès d'autres groupements agricoles ? Cela a un impact non négligeable sur l'économie rurale du pays. Le reste provient de nos voisins de la République démocratique du Congo et du Cameroun: un exemple d'intégration sous régionale dont nous pouvons tous être fiers.

« Renforcer la résilience des familles rurales pour lutter contre l'insécurité alimentaire »

Malgré la générosité de certains bailleurs de fonds, nous ne disposons pas encore du financement suffisant pour parvenir à notre objectif global: aider les 150 000 familles prévues dans le cadre du Plan de Réponse Stratégique (PRS) de l'ONU, à reprendre une activité agricole. Sur la totalité des fonds requis par la FAO dans le cadre du PRS (45 millions de dollars US), nous n'avons reçu que les deux tiers à ce jour.

Nous avons donc urgentement besoin de 14.5 millions de dollars US pour renforcer la résilience de la population, après la saison des semis, par une approche intégrée portant sur les aspects sociaux, techniques et financiers. Cela permettra d'une part, de générer un revenu régulier avant les premières récoltes afin que les familles puissent acheter de quoi se nourrir sur les marchés ; d'autre part, de redynamiser les initiatives de crédit-épargne communautaires (Tontines), généralement gérées par les femmes. Cette approche intégrée, connue sous le nom de « caisse de résilience » a déjà été appliquée avec succès en Ouganda, en Ethiopie, au Niger ou encore au Mali. Elle permettra d'améliorer de façon cruciale la sécurité alimentaire et la résilience des familles rurales centrafricaines.

Alexis Bonte
Représentant a.i. de la FAO
en République centrafricaine



Actions conjointes d'urgence en faveur de la sécurité alimentaire

Avec 45 pour cent des familles rurales en insécurité alimentaire, un partenariat stratégique a été mis en place entre le ministère en charge du Développement Rural, la FAO, le Programme Alimentaire Mondial (PAM), le cluster de Sécurité Alimentaire et 17 ONG. Il vise à fournir, dans un premier temps, à 80 000 familles vulnérables des outils et des semences vivrières pour reprendre une activité agricole immédiate.

Chaque famille reçoit 25 kilos de semences qui devraient lui permettre de récolter plus de 500 kilos de nourriture et l'aider à se nourrir pendant environ quatre mois. Les préfectures ciblées en priorité sont l'Ouham et l'Ouham-Pendé où l'insécurité alimentaire a atteint des niveaux d'urgence.

Le partenariat permet d'optimiser l'impact des interventions. De manière concrète, les distributions conjointes aux mêmes bénéficiaires de rations alimentaires du PAM limitent les risques de consommation des semences fournies par la FAO. De façon significative, 60 pour cent de cette nourriture a été distribuée dans des zones identifiées comme étant en phase d'urgence du point de vue de la sécurité alimentaire par l'exercice du Système de Classification Intégré (IPC) d'avril.



Distribution de semences et d'outils de la FAO à des organisations de femmes venant de tout le pays au stade de Bangui en mars dernier.

« Je remercie la FAO pour tout l'appui apporté à mon pays depuis le début de la crise. Nous sommes très satisfaits alors que nous sommes en plein dans la saison des semis. Des semences vivrières sont distribuées à travers tout le pays. », Marie-Noëlle Koyara, Ministre d'Etat, chargée du Développement Rural, le 7 juin 2014 à Boali.



Jérôme Saragba, aquaculteur à Bangui, a obtenu un crédit de 700 000 FCFA (1 450 USD) grâce au projet.

Accès au crédit pour les groupements d'aquaculteurs

La FAO et le Crédit Populaire de Centrafrique ont procédé le 22 mai dernier à l'octroi des premiers crédits du projet d'Appui à la mise en place d'un plan de développement durable de l'aquaculture en Centrafrique.

Basé sur un fonds de garantie d'un montant de 22 250 dollars US déposé par la FAO, le projet permet à une trentaine d'associations aquacoles d'obtenir un accès au crédit à un taux bonifié sur une période de huit mois. Ces premiers crédits leur permettent notamment d'étendre la surface de leurs étangs, d'acheter des alevins et des aliments de qualité pour augmenter leur production et revenus.

Ce projet devrait faire école pour d'autres secteurs d'activité, comme le maraîchage. Le contexte difficile dans le pays n'empêche pas la mise en application de projets de développement et de résilience.

FORMATION AU MCDR

Grâce à un financement de la Banque Mondiale, la FAO a formé 250 professionnels du ministère et de la société civile dont certains d'entre eux seront envoyés sur le terrain pour faire le suivi des semis en cours. En juillet, ils recevront des formations supplémentaires sur les champ-écoles paysans, le crédit-épargne communautaire (avec le soutien des ONG Norwegian Refugee Council et Catholic Relief Services) ainsi que la production de semences de qualité.

LA FAO remercie ses principaux donateurs en République centrafricaine: Banque Mondiale, DFID-UK, USAID/OFDA, UE/ECHO, la Belgique, l'Italie, le Canada et UN-CERF.



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Représentation de la FAO en République centrafricaine
Rue Joseph Degrain | Bangui, République centrafricaine
E-mail : FAO-CF@fao.org